

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère du budget, des comptes
publics et de la réforme de l'Etat

Circulaire du 24 février 2012

Déclaration des quantités de tabacs manufacturés mis à la consommation

NOR : BCRD 1206066C

La ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement,

La présente circulaire a pour objet de fixer les modalités de la déclaration des quantités de tabacs manufacturés mis à la consommation.

Elle abroge le BOD n° 6671 du 27 mars 2006 (DA n° 06-021 du 23 mars 2006) relatif(ve) à la déclaration récapitulative des mises à la consommation de tabacs manufacturés.

1. Les opérateurs soumis à l'obligation de déclaration

La déclaration des quantités de tabacs manufacturés mis à la consommation est déposée mensuellement par les fournisseurs agréés visés à l'article 565 du code général des impôts (CGI) en application des dispositions de l'article 575 C du même code. Elle est requise dans les seuls cas de mises à la consommation en sortie de régime suspensif des droits d'accises prévus à l'article 302 D du CGI.

La liste des fournisseurs agréés du réseau de vente au détail des tabacs manufacturés est fixée par voie de circulaire.

2. Le contenu de la déclaration

La déclaration est conforme au modèle figurant en annexe et reprend l'ensemble des groupes de produits prévus à l'article 575 A du CGI. A l'intérieur de la catégorie des cigarettes, les classes de prix aux 1 000 unités sont distinguées par le fournisseur agréé en fonction de la variété des prix et des conditionnements publiés au Journal Officiel par arrêté portant homologation des prix de vente au détail des tabacs manufacturés en vigueur, en application de l'article 572 du CGI.

3. Les modalités de dépôt de la déclaration

La déclaration est transmise au bureau de douanes du ressort territorial de chaque entrepôt fiscal suspensif du fournisseur agréé au plus tard le cinquième jour du mois suivant celui de la mise à la consommation des tabacs manufacturés.

La déclaration de la SEITA (groupe ALTADIS) portant sur les tabacs fabriqués en France est déposée au plus tard le cinquième jour du mois suivant celui de la mise à la consommation des tabacs manufacturés auprès du bureau « Paris principal » rattaché à la direction régionale de Paris, sise 16 rue Yves Toudic 75010 Paris.

S'il coïncide avec un jour non ouvré, la date de transmission est reportée au premier jour ouvrable suivant. Sont réputés jours non ouvrés le samedi, le dimanche et les jours fériés.

Dans le cas d'une transmission par voie postale, le cachet de la poste ou la date de compostage fait foi.

Dans le cas d'une transmission par fax, la date de réception par le bureau de douanes est prise en compte sauf preuve contraire apportée par le fournisseur (journal, rapport d'émission).

4. Le paiement

Le droit de consommation est acquitté par virement dans les conditions prévues à l'article 1698 D du CGI, par chèque, par carte bancaire ou par numéraire à la recette régionale de rattachement au plus tard le 5 du deuxième mois suivant celui au titre duquel il a été liquidé (article 575 C du CGI). S'il coïncide avec un jour non ouvré, la date de transmission est reportée au premier jour ouvrable suivant. Sont réputés jours non ouvrés le samedi, le dimanche et les jours fériés.

Dans le cas d'une transmission par voie postale, le cachet de la poste ou la date de compostage fait foi.

Dans le cas d'une transmission par fax, la date de réception par le bureau de douanes est prise en compte sauf preuve contraire apportée par le fournisseur (journal, rapport d'émission).

Fait à Montreuil,

L'administrateur civil,
Chef du bureau
des Contributions Indirectes

Signé

Galdéric SABATIER

ANNEXE A LA CIRCULAIRE
ARTICLE 575 C DU CODE GENERAL DES IMPOTS

DIRECTION GENERALE
DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS

**MODELE DE DECLARATION DES QUANTITES DE TABACS MANUFACTURES
MIS A LA CONSOMMATION
PAR UN FOURNISSEUR AGREE**

Mois (1) Année

Nom et adresse

Numéro d'agrément fournisseur :

Numéro d'agrément entrepositaire agréé :

Produits (PVD)	Quantités (Q) par millier d'unités ou millier de grammes (3)	Valeur (4) (PVD X Q)	Droit de consommation dû		
			Taux normal prévu par le code général des impôts	Minimum de perception	Total
<u>Classes de prix des cigarettes pour 1000 unités en euros : (2)</u> Total			(5)		
<u>Cigares et cigarillos</u>			(6)		
				(7)	
<u>Tabac fine coupe destiné à rouler les cigarettes</u>			(6)		
				(7)	
<u>Autres tabacs à fumer</u>			(6)		
				(7)	
<u>Tabacs à priser</u>					
<u>Tabacs à mâcher</u>					
TOTAL					(8)

Fait à _____ le _____ Signature du déclarant _____ Moyen de paiement utilisé : <input type="checkbox"/> numéraire <input type="checkbox"/> virement <input type="checkbox"/> chèque <input type="checkbox"/> carte bancaire	Cachet de l'entreprise _____
---	------------------------------

Partie réservée à l'administration
Traitement de la déclaration Date de réception: Références internes : Date d'intégration dans GILDA : Numéro de la déclaration GDA : Numéro de la SRA GDA :
VISA

EXEMPLE

Fiscalité en vigueur au 1^{er} janvier 2012.

Classes de prix au 1^{er} janvier 2012 déterminées en fonction de l'arrêté du 15 décembre 2011 portant homologation des prix de vente au détail des tabacs manufacturés en France, à l'exclusion des départements d'outre-mer.

Produits (PVD)	Quantités (Q) par millier d'unités ou millier de grammes (3)	Valeur (4) (PVD X Q)	Droit de consommation dû		
			Taux normal prévu par le code général des impôts	Minimum de perception	Total
Classes de prix des cigarettes pour 1000 unités en euros : (2)			% de la valeur selon la classe de prix : (5)		
285 €			64,25%		
286 €			64,213%		
290 €			64,079%		
295 €			63,919%		
300 €			63,763%		
305 €			63,613%		
310 €			63,468%		
312 €			63,410%		
315 €			63,327%		
320 €			63,188%		
335 €			62,803%		
530 €			59,774%		
Total					
<u>Cigares et cigarillos</u>			(6)		
				(7)	
<u>Tabac fine coupe destiné à rouler les cigarettes</u>			(6)		
				(7)	
<u>Autres tabacs à fumer</u>			(6)		
				(7)	
<u>Tabacs à priser</u>					
<u>Tabacs à mâcher</u>					
TOTAL					(8)

Notice

(1) Il s'agit du mois précédent celui du dépôt de la déclaration, au cours duquel les tabacs ont été mis à la consommation.

(2) Autant de lignes que de classes de prix aux 1000 unités déterminées selon la liste des prix pour des conditionnements de 20, 25 ou 30 cigarettes repris dans le dernier arrêté en vigueur portant homologation des prix de vente au détail des tabacs manufacturés en France, à l'exclusion des départements d'outre-mer (disponible sur le site du Journal Officiel).

Dans le cadre de l'arrêté d'homologation du 15 décembre 2011, la classe de 285€ pour 1000 unités correspond aux paquets de 20 cigarettes à 5,70 € ainsi qu'aux paquets de 30 cigarettes à 8,55 €. La classe de 286 € pour 1000 unités correspond aux paquets de 25 cigarettes à 7,15 €.

L'ensemble des classes de prix doivent être redéfinies par le fournisseur agréé dans la déclaration déposée le mois suivant celui de chaque publication de l'arrêté portant homologation de prix de vente au détail des tabacs manufacturés au Journal Officiel.

(3) Indiquer la quantité par millier d'unités pour les cigares et cigarillos ainsi que pour chaque classe de prix pour les cigarettes. Indiquer le poids net en millier de grammes pour les autres produits.

(4) PVD = prix de vente au détail publié au Journal Officiel dans l'arrêté portant homologation des prix de vente au détail des tabacs manufacturés en vigueur. La valeur s'obtient en multipliant le PVD par les quantités.

(5) A calculer de la manière suivante au 1^{er} janvier 2012 :

Taux de droit de consommation de 64,25 % pour la classe de prix de référence à 285 € les 1000 cigarettes dans les conditions prévues à l'article 575 du CGI (classe de prix définie par arrêté du 26 janvier 2012 fixant pour 2012 le prix moyen pondéré de vente au détail des cigarettes et la classe de prix de référence au sens des articles 575 et 575 E bis du code général des impôts).

Pour les autres classes de prix : addition de la part spécifique et de la part proportionnelle.

Part spécifique (PS) = $12 \% \times 285€ \times (64,25 \% + 16,3880 \%) = 27,58 €$

(taux de 12 % précisé à l'article 575 du CGI modifié par l'article 67 de la loi n° 2011-1978 de finances rectificative pour 2011)

Part proportionnelle (PP) = $((64,25 \% \times 285€) - 27,58€) / 285€ = 54,57 \% \text{ du prix de vente aux mille unités}$

Classes de prix des cigarettes pour 1000 unités (a)	PS en € (b)	PP en € (c) = (a) x 54,57%	Droit de consommation tabac (DCT) en € (d) = (b) +(c)	Proportion du DCT par rapport au prix de vente aux mille unités (en %) (e) = (d) / (a)
285 €			183,11	64,250
286 €	27,58	156,07	183,65	64,213
290 €	27,58	158,25	185,83	64,079
295 €	27,58	160,98	188,56	63,919
300 €	27,58	163,71	191,29	63,763
305 €	27,58	166,44	194,02	63,613
310 €	27,58	169,17	196,75	63,468
312 €	27,58	170,26	197,84	63,410
315 €	27,58	171,90	199,48	63,327
320 €	27,58	174,62	202,20	63,188
335 €	27,58	182,81	210,39	62,803
530 €	27,58	289,22	316,80	59,774

(6) Remplir cette case lorsque le taux normal de fiscalité est appliqué aux quantités déclarées en case (3), soit au 1^{er} janvier 2012 :

- pour 1000 unités de cigares ou cigarillos avec un prix de vente au détail supérieur à 322,81 €
- pour 1000 grammes de tabac fine coupe destiné à rouler les cigarettes avec un prix de vente au détail supérieur à 196,35 €
- pour 1000 grammes d'autres tabacs à fumer avec un prix de vente au détail supérieur à 114,46 €

(7) Remplir cette case lorsque le minimum de perception est appliqué aux quantités déclarées en case (3).

(8) La liquidation de chaque impôt ou taxe est arrondie à l'euro le plus proche. La fraction d'euro égale à 0,50 est comptée pour 1. Il est procédé à cet arrondi au niveau du décompte de chaque impôt ou taxe (article 1724 du CGI). L'arrondi est donc effectué sur le total général des sommes liquidées au titre du droit de consommation sur les tabacs manufacturés mis à la consommation.